

LA LETTRE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MISSION INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE – SHFD

REVUE DE PRESSE

Industrie : l'Europe s'inquiète des ambitions de la Chine, Les Échos

Lancé par le ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information, le plan *Made in China 2025* vise à réduire la dépendance aux technologies étrangères tout en accélérant l'automatisation de ses usines. 40 centres d'innovation devraient être créés et 10 priorités sectorielles ont été définies : technologie numérique, robotique, aéronautique, maritime, voiture électrique, machines agricoles, biotechnologies, etc.

Légitime sur de nombreux aspects, à l'instar des plans « industrie 4.0 » allemand ou « Usine du futur » français, cette feuille de route est perçue comme menaçante pour les intérêts des entreprises étrangères. Le plan définit en effet des objectifs (renforcement des moyens en RetD, coopération État / secteur privé / universités, constitution de champions internationaux) mais également quotas précis à atteindre par secteurs et les moyens d'y parvenir (subventions massives et restrictions d'accès à certains marchés notamment).

Externalisation des données informatique dans le cloud, interview, France 24

Pour les entreprises, le *cloud* permet d'externaliser des données informatiques et d'économiser du temps ainsi que de l'argent. Mais le *cloud* pose aussi de nombreuses questions de sécurité. À qui confier ses données ? Aux géants américains comme Microsoft et Amazon ?

L'UE prépare des mesures contre le rachat d'entreprises stratégiques, Reuters

En février dernier, France, Allemagne et Italie adressaient une lettre commune à la commissaire européenne au commerce, demandant la mise en place d'une régulation des investissements étrangers venant notamment de pays où les investisseurs européens ne bénéficient pas des mêmes droits et réclamant notamment des règles de réciprocité.

Suite à cet appel, Bruxelles prépare des mesures visant à bloquer des investissements étrangers « à visées politiques », tant dans le domaine de la sécurité, la défense, les transports ou les technologies de pointe mais également aux domaines susceptible de porter atteinte à la « prospérité économique ». Selon cette proposition, l'UE pourrait bloquer les prises de contrôle motivée uniquement par le souci de « se débarrasser de ses surcapacités », incluant par exemple des secteurs comme l'acier. Elle pourrait également faire obstacle aux tentatives de prise de contrôle de sociétés européennes par des filiales de groupes étrangers basés dans l'UE ou à « l'infiltration de l'encadrement par des personnes extérieures à l'Union » qui pourraient « avoir accès à des données et de la technologie ».

Ce projet doit être approuvé par tous les services de la commission, dont les autorités commerciales, en générales plus réticentes à toute mesure protectionniste.

L'ACTUALITÉ DE LA POLITIQUE PUBLIQUE D'IE

Missions des Délégués à l'information stratégique et à la sécurité économiques

Intégrés dans la Direction générale des entreprises et placés sous l'autorité conjointe du commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économiques et du directeur de la DI(R)ECCTE, les 22 Délégués à l'information stratégique et à la sécurité économiques (**DISSE** ; dénommés au préalable CRIE) constituent un réseau territorial consacré à plein temps à la mise en œuvre de la politique publique d'intelligence économique. Les missions des DISSE sont articulées selon quatre axes.

Plus d'infos : <http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr/Missions-du-DISSE-17880>

France Brevets

France Brevets est un fonds d'investissement français créé en 2011 spécialisé en matière de propriété intellectuelle. Il est constitué à parité entre l'État et la Caisse des dépôts et doté de 100 millions d'euros. C'est un nouvel acteur de la sphère de l'innovation, au service des entreprises et des organismes publics de recherche. Il constitue un intermédiaire entre les titulaires de brevets et les utilisateurs potentiels.

Sa mission consiste à valoriser les brevets des entreprises et des organismes publics de recherche et d'ajouter une valeur supplémentaire au brevet en permettant à des utilisateurs intéressés d'obtenir un droit d'exploitation par licence. France Brevets peut aussi rechercher pour les entreprises des brevets qui sont nécessaires au développement de leurs activités.



Plus d'infos : <http://www.francebrevets.com>

A LA RENCONTRE DES ENTREPRISES



Une conférence sur les produits à double usage, regroupant une centaine d'entreprises d'Île-de-France, s'est tenue à la préfecture des Hauts-de-Seine le 30 mars dernier.

En collaboration avec l'Union des Industries Chimiques d'Île-de-France, les Douanes, le Service des biens à double usage du ministère de l'Économie et des Finances et la DGSI, l'objectif de cette conférence a été d'associer l'ensemble des acteurs concernés par les problématiques soulevées lors de l'exportation de ces produits sensibles en vue de protéger les entreprises.



Le **Flash ingérence** n°32 de la DGSI du mois d'avril 2017 est consacré aux risques générés par le **manque d'encadrement des stagiaires au sein des structures publiques et privées.**

Outil de sensibilisation, ce flash peut être communiqué aux interlocuteurs du monde de l'entreprise.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre site intranet : <http://shfd.minint.fr/>
Lettre de l'intelligence économique : [abonnement](#) - [désabonnement](#)